

MECENAT

Le Cratère d'Alès, scène nationale, en quête de partenaires



La grande salle du Cratère d'Alès

© Cratère

André Bonneau, directeur de la communication du Cratère, propose aux entreprises d'intégrer le club des partenaires du Cratère, comme Sauramps, Axens, Praden, Caisse d'Epargne et Intermarché les Allemandes. Des partenaires nécessaires pour pallier la stagnation des subventions publiques.

Si l'Agglo d'Alès reste un appui important avec une subvention de 1 M€, la Région, le Département et l'État s'impliquent moins tandis que les charges augmentent. Les recettes se montent à 500 000 €, pour un budget total de 3 M€. 26 personnes travaillent à plein temps au Cratère où Denis Lafaurie, directeur depuis 1991, construit une programmation tout public, tout en privilégiant la création artistique. Grâce aux soutiens et subventions, les places vont de 7 à 25 €, seule exception : la comédie de boulevard (30 €).

Le Cratère est bâti sur les ruines du lycée JBD qui partait du bd Gambetta jusqu'au bd Louis Blanc. Roucaute, maire d'Alès à la suite de Béchard, connaissait Maïraux qui lui conseille de construire un théâtre. Un jeune

architecte, Pierre Raoux, est choisi pour la construction, ce sera le seul théâtre de sa carrière. Avec le budget alloué, il construit un grand théâtre avec l'une des plus grandes scènes de la région, mais doit limiter ses équipements, au balcon, pas de fauteuil mais une moquette où les spectateurs peuvent s'asseoir. En 1991, le Cratère devient l'une des 74 scènes nationales.

Pour les amateurs de jazz, Christian Scott, le trompettiste de sa génération, «*dieu du nouveau jazz*», sera sur scène le 19 mars (tarif unique 18,50 €). Un concert suivi d'une dégustation avec un vigneron.

50 spectacles, 150 représentations à Alès, mais aussi dans les villes avoisinantes, Le Cratère rassemble 45 000 personnes. Abonnements limités à 2 500, soit 45 % de la jauge, pour que d'autres personnes puissent voir les spectacles. Pour la saison 18/19, 15 pièces de théâtre, 9 spectacles de danse, 14 concerts, 8 arts de la rue et cirque, 4 spectacles pour la famille, les festivals, comme *Cratère surface, C'est à lire ou Itinérances*. LG

CHIFFRE

311 M€

Le chiffre d'affaires généré en 2017 par l'industrie du nautisme d'Occitanie.

Source CCI Occitanie

DE L'AIR... DU TEMPS...

Le nucléaire, une addiction française



copie écran franceinfo.fr

Le gouvernement planche sur l'avenir de sa politique énergétique. Le président de la République a reçu mercredi les patrons des entreprises du secteur (EDF, Engie, Total et les autres) en prévision de la très attendue programmation pluriannuelle de l'énergie, la PPE, qui doit définir les grands arbitrages dans ce domaine à l'horizon 2023.

Le nucléaire va une fois encore phagocytter le débat, avec cette question lancinante : à quelle date la France diminuera-t-elle enfin à 50% sa part d'électricité d'origine atomique ? L'horizon de 2025 a été abandonné il y a un an, à contrecœur, par un Nicolas Hulot déjà tenté de quitter le navire. L'exécutif semble à présent pencher pour 2035.

La décision est ultra-sensible, car le mix énergétique a des impacts forts sur l'emploi et le pouvoir d'achat. L'Allemagne s'est lancée dans une sortie rapide du nucléaire. Cela lui a permis de constituer une filière puissante dans l'éolien, mais le kilowattheure coûte presque deux fois plus cher que dans l'Hexagone. Pire, les émissions de CO2 ont augmenté outre-Rhin !

Comment l'expliquer ? Le problème des énergies renouvelables est leur intermittence : elles ne fonctionnent qu'à certains moments de la journée – il faut du soleil pour alimenter les panneaux solaires, du vent pour faire tourner les éoliennes. Lors des pics de consommation, les soirs d'hiver notamment, l'Allemagne doit compléter la production avec des centrales à charbon, particulièrement polluantes.

Sachant cela, la France ne souhaite pas se désengager trop vite du nucléaire. Doux euphémisme : pour l'heure, elle reste totalement accro à cette énergie. Les trois quarts de notre électricité proviennent toujours de réacteurs atomiques.

Les fameux lobbies tant décriés par Nicolas Hulot se montrent offensifs à l'approche de la PPE. Avec une certaine arrogance, le groupe EDF a même fait savoir qu'il ne comptait pas fermer d'autre centrale que Fessenheim avant 2029... Ce qui lui a valu un recadrage du ministre de l'environnement.

L'État a des intérêts contradictoires dans cette affaire. D'un côté il souhaite promouvoir les énergies vertes, histoire que le slogan «*Make the planet great again*» retrouve un semblant de crédibilité. De l'autre, il est actionnaire majoritaire d'EDF. Or le prolongement des centrales existantes est très rentable financièrement pour l'électricien (donc pour ses actionnaires) puisqu'il permet d'amortir sur une plus longue période des investissements réalisés il y a trente ou quarante ans. Sans compter que l'exécutif n'a franchement pas envie de voir gonfler la facture d'électricité des Français après les diverses polémiques sur le pouvoir d'achat. Bref, les antinucléaires n'ont pas trop d'illusions à se faire.

T. Lestavel